

Document

Les États-Unis rejoignent les rangs des États en faillite

(par Paul Craig Roberts - www.mondialisation.ca)

Le 23 octobre 2009

Les États-Unis ont toutes les caractéristiques d'un État en faillite.

Le budget de fonctionnement actuel du gouvernement dépend de financements étrangers et la création de la monnaie.

Trop faibles politiquement pour être capables de défendre leurs intérêts par la diplomatie, les États-Unis comptent sur le terrorisme et l'agression militaire.

Les dépenses sont hors de contrôle, et les priorités sont faussées au profit de riches groupes d'intérêts organisés, au détriment de la grande majorité des citoyens. Par exemple, la guerre à tout prix, qui enrichit l'industrie de l'armement, le corps des officiers et les sociétés financières qui gèrent le financement de la guerre, a la priorité sur les besoins des citoyens. Il n'y a pas d'argent pour fournir des soins de santé aux non assurés, mais des responsables du Pentagone ont déclaré à la sous-commission Budgétaire de la Défense de la Chambre que *chaque gallon* de carburant livré aux troupes étasuniennes en Afghanistan coûte 400 dollars au contribuable.

Le représentant John Murtha, président de la sous-commission, a dit : « C'est un chiffre dont nous n'avons pas connaissance, et il est inquiétant. »

Selon des rapports, les Marines en Afghanistan utilisent 800.000 gallons d'essence par jour. À 400 dollars le gallon, ça revient à une note de carburant de 320 millions de dollars par jour, uniquement pour les Marines. Seul un pays totalement hors de contrôle gaspillerait les ressources de cette façon.

Pendant que le gouvernement gaspille 400 dollars par gallon d'essence dans le but de tuer des femmes et des enfants en Afghanistan, des millions de citoyens perdent leur emploi et leur logement et connaissent le genre de misère qui est la vie quotidienne des populations pauvres du tiers monde. Des Étatsuniens vivent dans leurs voitures et dans les parcs publics. Les villes et les États souffrent des coûts de la dislocation économique et de la diminution des recettes fiscales du déclin de l'économie. Pourtant, Obama a envoyé d'autres troupes en Afghanistan, un pays à l'autre bout du monde ne présentant aucune menace pour les États-Unis.

Chaque soldat que nous avons en Afghanistan coûte 750.000 dollars par an. Les soldats, qui risquent leur vie et sont dans une situation délicate, sont payés un salaire de misère, mais tous les services privatisés de l'armée se roulent dans des profits excessifs. L'une des grandes tromperies perpétrées contre le peuple étasunien fut la privatisation des services que l'armée effectue traditionnellement pour elle-même. « Nos » dirigeants élus ne peuvent résister à aucune occasion de créer aux dépens du contribuable des richesses privées qui seront récupérées par les politiciens en contributions de campagnes électorales.

Soudoyés par des compagnies d'assurance privées, des Républicains et des Démocrates soutiennent que les États-Unis ne peuvent se permettre de fournir des soins de santé aux citoyens et que des réductions doivent même être faites dans la Sécurité sociale et l'assurance maladie publique. Dans ces conditions, comment les États-Unis peuvent-ils se permettre des guerres ruineuses, bien pires, des guerres totalement gratuites qui ne servent aucun intérêt étasunien ?

L'ampleur considérable de l'emprunt extérieur et la création de l'argent nécessaire au financement des guerres de Washington expédient le dollar vers des profondeurs historiques. Le dollar subit même une baisse importante par rapport à des devises de pays du tiers monde comme le Botswana et le Brésil. La baisse de la valeur du dollar a réduit le pouvoir d'achat du revenu déjà déclinant des Étatsuniens.

Malgré le taux le plus bas de mises en chantier d'habitations en 64 ans, le marché immobilier est inondé de logements invendus et les établissements financiers ont d'énormes stocks en train de grossir de logements saisis toujours pas sur le marché.

La production industrielle est retombée à son niveau de 1999, effaçant ainsi dix ans de progrès dans la production industrielle.

Les énormes réserves bancaires créées par la Réserve fédérale ne trouvent pas leur voie dans l'économie. À la place, les banques accumulent des réserves pour se prémunir contre les produits dérivés frauduleux qu'elles ont acheté aux banques des gangsters de Wall Street.

Les organismes de réglementation ont été corrompus par des intérêts privés. Frontline rapporte qu'Alan Greenspan, Robert Rubin et Larry Summers ont empêché Brooksley Born, le chef de la *Commodity Futures Trading Commission* de réglementer les produits dérivés. Le Président Obama a récompensé Larry Summers pour son idiotie en le nommant Directeur du Conseil économique national. Ce que cela signifie, c'est que les bénéficiaires de Wall Street continueront de sucer le sang en tarissement des ressources de l'économie étasunienne.

Un signe manifeste du Troisième Despotisme mondial, c'est une force de police qui considère le public comme un ennemi. Grâce au gouvernement fédéral, nos forces de police locales sont maintenant militarisées et imprégnées d'un comportement hostile envers le public. Les équipes d'intervention ont proliféré, et même les petites villes disposent désormais de forces de police dotées de la puissance de feu des forces spéciales. Les convocations sont de plus en plus délivrées par des équipes d'intervention qui tyrannisent les citoyens avec les portes brisées, une réparation de 400 ou 500 dollars supportée par l'occupant accablé. Dernièrement, un maire et sa famille ont fait l'objet de l'incompétence de l'équipe d'intervention locale de la ville, qui par erreur a détruit sa maison, terrorisé sa famille et tué deux labradors affectueux de la famille.

Si le maire d'une ville peut être traité de cette façon, qu'en est-il selon vous du sort des pauvres blancs ou noirs ? Ou de l'étudiant idéaliste qui proteste contre l'inhumanité de son gouvernement ?

Dans tout État en faillite, la plus grande menace pour la population vient du gouvernement et de la police. C'est indubitablement la situation actuelle aux États-Unis. Les citoyens n'ont pas d'ennemi plus grand que leur propre gouvernement. Washington est contrôlé par des groupes d'intérêt qui s'enrichissent aux dépens du peuple.

Les un pour cent qui comprennent les super-riches se moquent tout en disant, « *Qu'ils mangent de la brioche.* »

Article original en anglais : [US Joins Ranks Of Failed States](#), le 20 octobre 2009.

Traduction : Pétrus Lombard

Paul Craig Roberts fut ministre des Finances adjoint dans l'administration Reagan. Il est coauteur de *The Tyranny of Good Intentions*.